

## "L'équipe Prodi" dans Le Monde

**Légende:** Le 11 juillet 1999, le quotidien français Le Monde dresse le portrait de la nouvelle Commission européenne présidée par Romano Prodi, ancien président du Conseil italien, et commente le problème de légitimité auquel se trouve confronté le collège.

**Source:** Le Monde. dir. de publ. COLOMBANI, Jean-Marie. 11-12.07.1999, n° 16 938; 55e année. Paris: Le Monde.

**Copyright:** (c) Le Monde

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"l\\_equipe\\_prodi"\\_dans\\_le\\_monde-fr-1e6f78ec-0562-454d-8e7b-aca35d9155a5.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 18/09/2012

## L'équipe Prodi

PRÉSENTANT, vendredi 9 juillet, la nouvelle Commission européenne, l'Italien Romano Prodi, son président, a eu un mot juste : « *C'est une équipe de qualité.* » Désigné en catastrophe, après la démission de la précédente Commission, celle que présidait le Luxembourgeois Jacques Santer, l'ancien président du conseil italien n'avait pas la tâche facile. Il se sort admirablement bien de cette première épreuve, affaire de savant dosage politique et technique : la composition de l'aréopage curieux, unique en son genre, mi-exécutif, mi-législatif, qu'est la Commission de l'Union européenne. Il a retenu quatorze hommes et cinq femmes qui, des Britanniques Christopher Patten et Neil Kinnock, de l'Italien Mario Monti à l'Espagnol Pedro Solbes, de l'Allemand Günter Verheugen aux Français Michel Barnier et Pascal Lamy, pour ne citer que ceux-là, sont effectivement gens d'expérience et « *de qualité* ».

Mais M. Prodi n'ignore pas que la Commission, parce qu'elle incarne l'Union européenne au jour le jour, a un problème de légitimité. A tort ou à raison, c'est elle - organisme pourtant soumis à de multiples contrôles - qui attire les critiques les plus fréquemment adressées à l'Union : fonctionnement lourd et bureaucratique, non démocratique, arrogant, éloigné de la vie quotidienne. La crise de la précédente Commission a pointé certaines pratiques indélicates de certains commissaires; mais elle a, surtout, cristallisé une sorte de mauvaise humeur de l'opinion sur la manière dont l'Union fonctionne. La Commission Santer en a fait les frais - sans, bizarrement, que personne s'interroge sur l'opacité de nombre de décisions prises dans le cadre du principal centre de pouvoir au sein de l'UE, le conseil des ministres.

Romano Prodi sait tout cela. Il a commencé à tirer les leçons de l'expérience Santer. Il a pris soin de dire, vendredi, que son équipe est un « *gouvernement* » - qui, a-t-il modestement ajouté, « [lui] *semble supérieur à n'importe quel gouvernement national* » un « *un gouvernement* » dont il sera le patron. Il entend instaurer des « *règles strictes* » en matière d'éthique. Il se réserve le droit de demander à n'importe lequel des commissaires de se démettre. Il déclare vouloir réformer les méthodes de travail de la Commission. Bref, M. Prodi, conscient du manque de légitimité de l'organisation qu'il préside, sait qu'il a un travail de fond et d'image à accomplir.

C'est aussi important que de savoir que la France, comme les autres « grands » pays de l'Union, est particulièrement bien servie dans l'attribution des portefeuilles, ou que de noter que la Commission compte une petite majorité de sociaux-démocrates. Car le dernier mot reviendra maintenant au Parlement européen. Beaucoup plus puissant qu'on ne le dit et l'imagine, il doit accorder en septembre son investiture à l'équipe Prodi. Or les parlementaires, qui entendront un à un les dix-neuf, les jugeront d'abord sur leur absence d'arrogance, leur capacité à travailler en transparence avec le Parlement, bref leur aptitude à participer au gouvernement démocratique de l'Europe.